

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ, DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Brochure n° 3387 | Convention collective nationale

IDCC : **3236** | **INDUSTRIE ET SERVICES NAUTIQUES**
(13 octobre 2020)

Avenant n° 3 du 16 avril 2025

à l'accord du 21 septembre 2015
relatif au régime de couverture complémentaire de frais de santé

NOR : ASET2550578M

IDCC : 3236

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FIN,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC métallurgie,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant la volonté des partenaires sociaux de pérenniser le régime santé, les parties décident de procéder à un ajustement du taux de cotisations à compter du 1^{er} janvier 2025. Les parties conviennent de modifier les termes de l'article 5 intitulé « Prestations et cotisations du régime de couverture complémentaire de frais de santé » de l'accord frais de santé du 21 septembre 2015 à la convention collective nationale de l'industrie et services nautiques, comme suit.

(Voir page suivante.)

Cotisations

L'article 5.4 est modifié comme suit :

« Les taux de cotisation des garanties, exprimés en pourcentage du plafond sécurité sociale sont fixés à :

1/ Pour l'entreprise

Adhésion collective et obligatoire pour le salarié

La cotisation « globale » est répartie à hauteur de 50 % pour l'employeur et 50 % pour le salarié et est prélevée sur le bulletin de salaire.

Les taux de cotisations incluent le coût de la portabilité mutualisée sur 12 mois maximum.

Base conventionnelle			Option surcomplémentaire	
Salarié	Cotisation en % du PMSS	Cotisation en €	Cotisation en % du PMSS	Cotisation en €
Régime général	0,99 %	38,86 €	0,34 %	13,35 €
Régime Alsace Moselle	0,58 %	22,77 €		

2/ Pour le salarié

Adhésion individuelle et facultative :

du salarié à la surcomplémentaire en complément du régime de Base ;

des ayants droit au régime de Base et surcomplémentaire.

L'adhésion des ayants droit se fait sur la base des mêmes garanties que le salarié.

Base conventionnelle		Option surcomplémentaire			
		Cotisation en % du PMSS	Cotisation en €	Cotisation en % du PMSS	Cotisation en €
Régime général	Salarié			0,34 %	13,35 €
	Conjoint	1,11 %	43,57 €	0,38 %	14,92 €
	Enfant	0,63 %	24,73 €	0,14 %	5,50 €
Régime Alsace Moselle	Salarié			0,34 %	13,35 €
	Conjoint	0,63 %	24,73 €	0,38 %	14,92 €
	Enfant	0,41 %	16,09 €	0,14 %	5,50 €

3/ Pour les anciens salariés (Dispositif loi Évin)

La cotisation sera prélevée chaque mois sur le compte bancaire de l'assuré.

Base conventionnelle		Option surcomplémentaire			
		1 ^{re} année			
		Cotisation en % du PMSS	Cotisation en €	Cotisation en % du PMSS	Cotisation en €
Régime général	Salarié	0,99 %	38,86 €	0,34 %	13,35 €
	Conjoint	1,26 %	49,46 €	0,46 %	18,06 €
	Enfant	0,56 %	21,98 €	0,14 %	5,50 €
Régime Alsace Moselle	Salarié	0,58 %	22,77 €	0,34 %	13,35 €
	Conjoint	0,68 %	26,69 €	0,46 %	18,06 €
	Enfant	0,35 %	13,74 €	0,14 %	5,50 €

Conformément au décret du 21 mars 2017, les tarifs seront plafonnés comme suit :

1^{re} année : tarif des actifs

2^e année : tarif des actifs majoré de 25 %

3^e année : tarif des actifs majoré de 50 %

La bascule d'un plafond à l'autre s'effectuera à la date anniversaire d'adhésion de l'individu (sur des années glissantes).

Ces tarifs sont TTC incluant ainsi la TSCA (Taxe spéciale sur les contrats d'assurance).

Les cotisations étant exprimées en pourcentage du Plafond Mensuel de la Sécurité sociale (PMSS) en vigueur au 1^{er} janvier de l'exercice en cours, celles-ci augmenteront chaque année en fonction de l'évolution de ce plafond.

Article 2 | *Dispositions finales*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025. Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du même code.

Au regard de l'objet du texte, et de l'accompagnement dont peuvent bénéficier les entreprises de la filière dans la mise en place des accords, les parties signataires conviennent qu'il n'est pas nécessaire de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Paris, le 16 avril 2025.

(Suivent les signatures.)